

Article 1 - Objet et champ d'application

Toute commande de produits à notre société implique l'acceptation sans réserve par l'acheteur et son adhésion pleine et entière aux présentes conditions générales de vente qui prévalent sur tout autre document de l'acheteur, et notamment sur toutes conditions générales d'achat, sauf accord exprès et préalable de notre société.

Tout autre document que les présentes conditions générales de vente et notamment catalogues, prospectus, publicité, notices, n'a qu'une valeur informative et indicative, non contractuelle.

Article 2 - Commandes

Par commande, il faut entendre tout ordre portant sur nos produits figurant sur nos tarifs, et consenti par notre société, ainsi que tout devis accepté par l'acheteur. Les commandes transmises à notre société sont irrévocables pour l'acheteur, sauf acceptation écrite de notre part.

Toute demande de modification de la composition ou du volume d'une commande passée par un acheteur ne pourra être prise en compte par notre société que si la demande est faite par écrit y compris télécopie ou courrier électronique, et est parvenue à notre société, au plus tard 5 jours après réception par notre société de la commande initiale. En cas de modification de la commande par l'acheteur, notre société sera déliée des délais convenus pour son exécution.

Article 3 - Quantité

En raison des aléas de fabrication, les commandes avec impression sont acceptées sous réserve de tolérance de 10% en plus ou en moins des quantités commandées. Pour toute commande, un devis pourra être établi à la demande de l'acheteur. Après exécution, la facturation sera établie conformément aux quantités réellement livrées.

Article 4 - Livraisons

4.1. Délai

Les délais de livraison ne sont donnés qu'à titre informatif et indicatif. Notre société s'efforce de respecter les délais de livraison qu'elle indique à l'acceptation de la commande, et à exécuter les commandes, sauf cas de force majeure, ou en cas de circonstances hors de son contrôle, tels que les grèves, gel, incendie, tempête, inondation, épidémie, difficultés d'approvisionnement, sans que cette liste soit limitative. Les retards de livraison ne peuvent donner lieu à aucune pénalité ou indemnité, ni motiver un refus de marchandises, une annulation de commande ou une prorogation des délais de paiement. Toutefois, une livraison pourra faire l'objet d'une annulation après une mise en demeure de livrer dans un délai de 15 jours, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

4.2. Transport

Le transport des marchandises est toujours effectué aux risques et périls du destinataire. Notre société ne peut en aucun cas être tenu responsable de retard, avarie, manquants ou perte survenant lors de celui-ci. Il appartiendra alors au destinataire d'exercer son recours contre les transporteurs et par conséquent, d'effectuer toutes les réserves nécessaires auprès de ces derniers. Tout produit n'ayant pas fait l'objet de réserves auprès du transporteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois jours de sa réception, conformément à l'article L.133-3 du Code de commerce, sera considéré accepté par l'acheteur. Une copie de cette lettre sera adressée simultanément à notre société.

4.3. Réception

L'examen des marchandises devra être fait dès réception de celles-ci par l'acheteur. Sans préjudice des dispositions à prendre par l'acheteur vis-à-vis du transporteur telles que décrites à l'article 4.2, en cas de vices apparents ou de manquants, toute réclamation portant sur les produits livrés devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, sous huitaine à compter de la date de livraison. Passé ce délai, la commande sera réputée acceptée par l'acheteur. Il appartiendra à l'acheteur de fournir toutes les justifications quant à la réalité des vices ou manquants constatés. Aucun retour ne pourra être effectué par l'acheteur sans l'accord préalable exprès et écrit de notre société, obtenu notamment par télécopie ou courrier électronique. Les frais de retour seront à la charge de notre société uniquement dans le cas où un vice apparent ou un manquant est effectivement constaté par cette dernière ou son mandataire. Seul le transporteur choisi par notre société est habilité à effectuer le retour des produits concernés. Lorsque après contrôle, un vice apparent ou un manquant est effectivement constaté par notre société ou son mandataire, l'acheteur ne pourra demander à notre société que de prendre à nos frais le remplacement des articles non conformes et/ou le complément à apporter pour combler les manquants, et ce, à la condition que notre société soit à l'origine de la défectuosité. En aucun cas, l'acheteur ne pourra prétendre à une quelconque indemnité ou à la résolution de la commande. L'acheteur s'engage à conserver la partie des produits conformes à sa commande. La réception sans réserve des produits commandés par l'acheteur couvre tout vice apparent et/ou manquant. Toute réserve devra être confirmée par lettre recommandée avec accusé de réception, sous huitaine à compter de la date de livraison. La réclamation effectuée par l'acheteur dans les conditions et selon les modalités décrites par le présent article ne suspend pas le paiement par l'acheteur des marchandises concernées.

Article 5 - Échantillonnage

Tous les échantillons sont payants. Ils seront remboursés à l'acheteur s'ils nous sont retournés en parfait état et dans leur emballage d'origine.

Article 6 - Marquage

Le coût de marquage est fonction du type d'impression utilisé, de l'article marqué et de la quantité commandée. Ce coût est composé des éléments suivants : - frais fixe de cliché, - frais de marquage, d'outillage, de dessin et de composition.

Les marquages sont standards, en lettre d'imprimerie, ou effectués à partir de modèles ou typons fournis par l'acheteur. Un devis sera établi, à la demande de l'acheteur, concernant ces types de marquage. Sauf stipulations contraires, les coûts des marquages sont facturés en sus.

Article 7 - Bon à tirer

Notre société utilisera seulement les modèles, maquettes, échantillons, dessins, pour lesquels la mention « Bon à tirer » aura été certifiée et signée par l'acheteur. La remise de ce certificat dégage notre société de toute responsabilité du chef d'erreurs ou d'omissions constatées après l'impression. La couleur pantone sera la plus proche possible, en fonction du support et de la technique utilisée. Le prototype « bon à tirer » sera facturé à l'acheteur en sus des frais de marquage publicitaire visés à l'article 6.

Article 8 - Créations / Marques

Conformément aux usages qui régissent les professions de la publicité et aux lois sur la propriété littéraire et artistique, notre société est seule propriétaire des droits attachés à ses créations. Chaque projet d'impression sera soumis pour avis à l'acheteur afin de répondre au mieux à sa demande. Pour tout modèle, maquette, échantillon, dessin fourni par l'acheteur, ce dernier devra garantir à notre société, préalablement à son utilisation, que leur reproduction ne peut, en aucun cas, porter atteinte aux droits d'un tiers. Par conséquent, l'acheteur garantit notre société contre tout recours ou action que pourrait lui intenter à un titre quelconque toute personne qui estimerait avoir des droits quelconques à faire valoir sur les modèles, maquettes, échantillon, dessins, dénomination sociale, marques, logos fournis par l'acheteur.

Article 9 - Prix

Nos prix sont fixés par le tarif en vigueur ou la proposition transmise au jour de la passation de la commande. Ils s'entendent toujours hors taxes, produits non emballés, pris dans nos magasins. Les frais annexes de port, d'emballage, d'assurance seront facturés en sus à l'acheteur. Les prix mentionnés aux tarifs sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés, du fait de changements monétaires, d'augmentations de matières premières.

Article 10 - Modalités de paiement

10.1. Règlement des factures

Pour toute commande, un acompte de 30% devra être versé lors de la prise de ladite commande. Le paiement du solde devra être effectué à 30 jours fin de mois à compter de la date de la facture.

10.2. Pénalités et déchéance du terme

Toute somme non payée à l'échéance donnera lieu au paiement par l'acheteur de pénalités fixées à 1% par mois. En application de l'article 441-6 du Code de commerce, ces pénalités sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. Tout retard de règlement, non autorisé préalablement par notre société, entraînera la fermeture du compte de l'acheteur défaillant et l'exigibilité immédiate de toutes les sommes restant dues, quelque soit le mode de règlement prévu.

10.3. Clause pénale

Tout retard de paiement entraîne de plein droit, à la charge de l'acheteur, une indemnité fixée, à titre de clause pénale, à 15% du montant de la facture impayée.

Article 11 - Réserve de propriété

Le transfert de propriété de nos produits est suspendu jusqu'à complet paiement du prix de ceux-ci par l'acheteur, en principal et accessoire, même en cas d'octroi de délai de paiement. Notre société pourra faire jouer les droits qu'elle détient au titre de la présente clause de réserve de propriété, pour l'une quelconque de ses créances, sur la totalité des produits en possession de l'acheteur, ces derniers étant conventionnellement présumés être ceux impayés, et notre société pourra les reprendre ou les revendiquer en dédommagement de toutes ses factures impayées, sans préjudice de son droit de résolution des ventes en cours.

L'acheteur ne pourra revendre ses produits non payés que dans le cadre de l'exploitation normale de son entreprise, et ne peut en aucun cas nantir ou consentir de sûreté sur ses stocks impayés. En cas de défaut de paiement, le client s'interdira de revendre ses stocks à concurrence de la quantité de produits impayés. En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens, les commandes en cours seront automatiquement annulées, et notre société se réserve le droit de revendiquer les marchandises en stock.

La présente clause n'empêche pas que les risques des marchandises soient transférés à l'acheteur dès leur livraison à celui-ci.

Article 12 - Traitement des données à caractère personnel

1. Les données à caractère personnel sont traitées de manière attentive et confidentielle dans le respect des législations et réglementations nationales et internationales applicables, notamment le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Il s'agit également de la coopération avec les demandes légitimes des personnes concernées selon le sens du RGPD.
2. De plus, les données à caractère personnel ne sont pas traitées autrement que de manière compatible avec les objectifs pour lesquels elles ont été obtenues et ne doivent pas être conservées ou traitées plus de temps que nécessaire.
3. Des garanties techniques et organisationnelles adaptées doivent être prévues afin d'assurer que les données à caractère personnel sont protégées contre toute destruction, perte ou autre forme de traitement illégal, en tenant compte de l'état des connaissances et du type de traitement.
4. Le cas échéant, le Donneur d'ordre doit immédiatement, à la demande de PROMEDIF, coopérer pour la création d'un contrat à fournir par PROMEDIF par référence à l'article 28 du RGPD (un contrat de sous-traitance) aux fins de traitement des données à caractère personnel par PROMEDIF dans la mesure où un contrat existant entre les parties n'est pas déjà qualifié comme un tel contrat.
5. PROMEDIF doit informer le Donneur d'ordre, dès que possible mais en tout cas sans délai déraisonnable, d'une violation des données à caractère personnel dans la mesure où elle concerne des données à caractère personnel qui, dans le contexte d'un contrat entre les parties, ont été obtenues du Donneur d'ordre ou sont traités à propos du Donneur d'ordre par PROMEDIF ou des personnes concernées auxquelles le contrat fait référence.

Article 13 - Attribution de Jurisdiction

L'élection de domicile est faite par notre société, à son siège social. Tout différend au sujet de l'application des présentes conditions générales de vente et de leur interprétation, de leur exécution et des contrats de vente conclus par notre société, ou au paiement du prix sera porté devant le tribunal de commerce du siège de notre société, quelque soit le lieu de la commande, de la livraison, du paiement et le mode de paiement, et même en cas d'appel en garantie ou en cas de pluralités de défendeurs. Les lettres de change ne font ni novation, ni dérogation à cette clause attributive de compétence. L'attribution de compétence est générale et s'applique, qu'il s'agisse d'une demande principale, d'une demande incidente, d'une action au fond ou d'un référé. En outre, en cas d'action judiciaire ou toute autre action en recouvrement de créances par notre société, les frais de sommation, de justice, ainsi que les honoraires d'avocat et d'huissier, et tous les frais annexes seront à la charge de l'acheteur fautif, ainsi que les frais liés ou découlant du non-respect par l'acheteur des conditions de paiement et de livraison de la commande considérée.

Article 14 - Renonciation

Le fait pour notre société de ne pas se prévaloir à un moment donné de l'une quelconque des clauses des présentes, ne peut valoir renonciation à se prévaloir ultérieurement de ces mêmes clauses.

Article 15 - Droit Applicable

Toute question relative aux présentes conditions générales de vente ainsi qu'aux ventes qu'elles régissent, qui ne serait pas traitée par les présentes stipulations contractuelles, sera régie par la loi française à l'exclusion de tout autre droit, et à titre supplétif, par la convention de Vienne sur la vente internationale des marchandises.